

L'ARMURERIE LIÉGEOISE ET SES TRAVAILLEURS (1798-1814)

UNE INDUSTRIE AU SERVICE DE L'EMPIRE ?¹

Antoine RENGLLET
Guillaume MAERSKALCKE

Résumé :

Dès son annexion à la France en 1795, le département de l'Ourthe – composé principalement des anciens territoires des principautés de Liège et de Stavelot-Malmedy – devient un des centres de production des armes devant fournir les armées de la République, puis de l'Empire. L'industrie armurière liégeoise, jusqu'alors reconnue dans l'Europe entière tout au long de l'Ancien Régime, pâtit cependant du contexte politique et militaire des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. L'ingérence de l'État français dans l'industrie des armes s'avère défavorable pour les Liégeois sur le plan commercial et économique. L'implantation de manufactures nationales bride la libre concurrence dont avaient bénéficié les marchands-fabricants et entrepreneurs liégeois jusqu'à l'annexion. La production est orientée majoritairement vers l'armement de guerre tandis que les armes civiles ne peuvent plus être écoulées sur les marchés étrangers. Appuyé par une militarisation jusqu'alors inconnue dans l'industrie liégeoise, le cadre de travail des ouvriers se transforme peu à peu sous les contraintes d'un État toujours plus vorace en main-d'œuvre qualifiée et soucieux d'en contrôler les mobilités.

Mots-clés : armurerie, ouvriers-conscrits, marchands-fabricants, manufactures, Liège, Ourthe

Dans son édition du 13 novembre 1811, le *Journal de l'Empire* relate la visite de Napoléon et Marie-Louise à Liège en ces termes :

Ce matin [8 novembre] à huit heures, LL. MM. se sont rendues à la fonderie impériale de canons. M. Jure, capitaine-inspecteur, les fondeurs et les employés civils de cet établissement ont été présentés par S. Exc. Le grand-maréchal du palais, le duc de Frioul. On a coulé une plaque en fonte [...]. L'Empereur a autorisé à faire placer cette plaque sur la façade de la fonderie. S. M. a fait distribuer une gratification d'un mois de solde à tous les ouvriers. Ceux-ci ont manifesté leur reconnaissance et leur allégresse par les cris mille fois répétés de bonheur [...]. LL. MM. sont de là remontées en voiture et ont quitté Liège vers neuf heures du matin.²

De cet événement, il subsiste, outre sa description dans la presse nationale et locale, plusieurs représentations iconographiques relayées dès l'époque à des fins de propagande³. Cette dernière mise de côté, le récit de cette visite atteste l'intérêt de l'Empereur, officier d'artillerie de formation, pour le secteur de l'armurerie et pose par ailleurs la question des transformations de cette industrie séculaire et des conditions de travail de ses ouvriers – dont le récit officiel du régime tente de donner une image avantageuse – durant la période napoléonienne. L'historiographie a depuis longtemps nuancé ce discours. L'historien liégeois Claude Gaier écrit ainsi : « L'effet le plus évident du système français sur l'industrie armurière liégeoise fut la raréfaction de la main-d'œuvre spécialisée [...]. Beaucoup d'armuriers furent réduits au

¹ Nous remercions les rapporteurs et relecteurs pour leurs précieuses observations et suggestions.

² *Journal de l'Empire*, 13 novembre 1811, cité dans Jacques-Olivier BOUDON, « Napoléon et Liège », *Art & fact. Revue des historiens de l'art, des archéologues et des musicologues de l'Université de Liège*, n° 34, 2015, p. 12.

³ Jean-François BOSIO, *L'Empereur Napoléon 1^{er} et l'impératrice Marie-Louise visitant une fonderie le 9 novembre 1811 à Liège*, plume, aquarelle et gouache, Château de Fontainebleau, Musée Napoléon 1^{er}. MONNET, *Napoléon et Marie-Louise à la Fonderie des Canons lors d'une seconde visite à Liège, 9 novembre 1811*, lithographie, Musée Curtius (Liège).

chômage. Certains se firent terrassiers ou mineurs [...]. Le milieu armurier liégeois n'a pas conservé une image favorable de l'époque française »⁴.

Au-delà du cas liégeois et malgré la richesse du renouvellement qui a touché les domaines de l'histoire économique, de l'histoire du travail et de l'histoire militaire de la Révolution et de l'Empire au cours des dernières décennies, l'armurerie, ses travailleurs, son économie et son rôle dans la conduite de la guerre n'ont guère retenu l'attention des chercheurs⁵, alors que, comme le souligne Philippe Minard, « parmi les objets de recherche privilégiés depuis l'époque du Bicentenaire se dégagent [...] la culture matérielle et les consommations [et] les enjeux du travail »⁶ tandis que, « croisant l'ensemble de ces thèmes de manière transversale, les politiques publiques et leurs cadres institutionnels font l'objet d'un intérêt soutenu »⁷. Située au croisement de cette histoire économique et de l'histoire militaire, les politiques publiques en matière d'armement, leurs conséquences sur l'organisation du travail et sur les ouvriers n'ont jusqu'à ce jour pas véritablement trouvé leur historien.

Au cours des trente dernières années le champ historiographique des guerres de la Révolution et de l'Empire et du rôle qu'y a notamment joué la conscription, a cependant jeté un regard neuf sur le rapport entre une population plurielle et un État centralisateur. De nombreux historiens, dont Annie Crépin et Alan Forrest, se sont penchés sur ce rapport, aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle impériale, montrant à quel point la conscription constitue une institution « clé » embrassant le social, l'économique et le politique⁸, au point d'ouvrir un stimulant mais épineux débat sur la militarisation « totale » du monde civil⁹.

Pourtant, les recherches sur l'armement qui ont, avec bien d'autres, nourri ce débat se sont souvent limitées, d'une part, aux techniques de fabrication d'armes et, d'autre part, à la contribution de cette industrie à la révolution industrielle¹⁰. Deux historiens ont, à près de trente ans d'intervalle, étudié l'armurerie et ses travailleurs au cours du XVIII^e siècle et jusqu'à la fin de l'Empire napoléonien. Dans sa thèse de 1969 consacrée aux manufactures d'armes sous la Révolution et l'Empire, Jean Rousseau s'intéresse aux conditions de vie des travailleurs tout autant qu'aux techniques de production¹¹. Ken Adler publie quant à lui, en 1997, un ouvrage sur les ingénieurs d'artillerie sous la Révolution dans lequel il étudie les transformations survenues dans le processus de fabrication des armes portatives et dans l'organisation du travail

⁴ Claude GAIER, « La fabrication des armes militaires à Liège au service de la Révolution et de l'Empire français (1794-1814) », *Art & fact...*, *op. cit.*, p. 49-50.

⁵ À cet égard, il est révélateur de constater que la récente *Cambridge History of the Napoleonic Wars*, dans son volume II consacré aux guerres, ne considère à aucun moment la question des conditions de production des armes malgré un chapitre sur les armes utilisées par la Grande armée et un autre sur le financement de la guerre (Gareth GLOVER, « Arms and Weaponry » et Pierre BRANDA « Funding War (I) : Napoleonic France », dans Bruno COLSON et Alexander MIKABERIDZE (dir.), *The Cambridge History of the Napoleonic Wars*, vol. II : *Fighting the Napoleonic Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023, p. 255-272 et p. 273-290).

⁶ Philippe MINARD, « L'histoire économique de la Révolution n'est pas terminée... », dans Serge ABERDAM, Anne CONCHON et Virginie MARTIN (dir.), *Les Dynamiques économiques de la Révolution française : Colloque des 7 et 8 juin 2018*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2021, p. 101-106.

⁷ *Ibid.*

⁸ Annie CRÉPIN, « De la nation armée au service militaire obligatoire : la conscription au XIX^e siècle. Perspectives et méthodologie d'un champ historiographique », *AHRF*, n° 316, 1999, p. 373-381.

⁹ David BELL, *The First Total War. Napoleon's Europe and the Birth of Warfare as We Know it*, Boston-New York, Houghton Mifflin, 2007, p. 12. Voir aussi : ID. et al., « Autour de la guerre totale », *AHRF*, n° 366, 2011, p. 153-170.

¹⁰ Jérôme Luther VIRET, « L'industrie des armes portatives à Saint-Étienne, 1777-1810. L'inévitable mécanisation ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-1, 2007, p. 171-192.

¹¹ Cette thèse de troisième cycle demeure inédite et n'a pu être consultée dans le cadre de la préparation de cet article. Seuls une position de thèse et un résumé ont été publiés : Jean ROUSSEAU, « Les manufactures d'armes sous la Révolution et l'Empire. Position de thèse », *Annales de l'École pratique des hautes études*, année 1969-1970, 1970, p. 723-725. ID., « La vie dans les manufactures d'armes », *Revue du Souvenir Napoléonien*, n° 257, 1971, p. 24-27.

dans les manufactures d'armement de la guerre de Sept ans à la fin des guerres napoléoniennes. En plus d'un effacement progressif de l'organisation artisanale de la fabrique des armes reposant sur l'autonomie sociale et économique des travailleurs au profit d'une production mécanisée et standardisée grâce à son regroupement dans des manufactures nationales, il montre que l'industrialisation est un processus non linéaire, non uniforme et non programmé qui résulte d'abord des rapports complexes entre les différents acteurs du secteur¹².

Comme le démontre l'ouvrage de Ken Adler et comme cet article souhaite l'illustrer, sur bien des aspects, les manufactures de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle diffèrent des installations industrielles modernes. Le même mot peut désigner deux formes différentes d'organisation de la production. Selon l'*Encyclopédie*, on distingue les manufactures « réunies » et « dispersées ». Les manufactures dites réunies, généralement protégées par le gouvernement, « sont établies [...] pour les ouvrages qui ne peuvent s'exécuter que par un grand nombre de mains rassemblées, et qui reçoivent successivement différentes préparations »¹³. Les manufactures dites dispersées « sont toutes celles dont les ouvrages peuvent s'exécuter chez des particuliers, où chaque ouvrier peut se procurer par lui-même ou autres les matières premières »¹⁴. Dans les manufactures d'armes liégeoises, des « ateliers » et des « usines » composent les installations : les usines semblent être des lieux de transformation de matière première ou de production d'énergie, souvent à proximité d'un point d'eau ; tandis que les ateliers apparaissent davantage destinés au montage des pièces d'armes. Plus largement, le terme « manufacture », tout comme celui de « fabrique », s'il peut parfois désigner une entreprise concentrée, peut aussi désigner l'ensemble des lieux qui se livrent à une même production. Au-delà de cette définition, une certaine ambiguïté dans l'emploi des termes servant à désigner les lieux ainsi que l'organisation spatiale et matérielle de la production demeure à l'époque, signe probable de profondes mutations économiques alors en gestation.

Dans les départements belges, et à Liège en particulier, la période napoléonienne correspond aux débuts d'une industrialisation parmi les plus précoces d'Europe. L'annexion des territoires des anciens Pays-Bas autrichiens et de la principauté épiscopale de Liège créent des besoins nouveaux et modifient considérablement les conditions de la vie économique, fermant des débouchés à l'étranger et ouvrant le vaste marché intérieur français autrefois protégé par la politique mercantiliste et protectionniste de la France d'Ancien Régime. Si les historiens belges ont mis en évidence le faible impact des réformes institutionnelles, administratives et judiciaires sur la vie économique¹⁵, les guerres napoléoniennes et leur conduite politique semblent avoir touché fortement certains secteurs, en particulier celui de l'armurerie. Comment la période de la Révolution, du Consulat et de l'Empire a-t-elle transformé les conditions de travail dans l'industrie armurière liégeoise ? Ces transformations ont-elles été provoquées pour les besoins des guerres napoléoniennes ? En somme, l'objectif du présent article est de mettre en lumière la manière dont le contexte de guerre a contribué à la transformation des infrastructures armurières, permis d'imposer une discipline militaire dans ce secteur et modifié les mobilités ouvrières et leur contrôle. Autrement dit, il s'agit d'examiner dans quelle mesure l'État napoléonien a favorisé, ou non, les mutations de l'organisation, du fonctionnement et des conditions de travail de l'armurerie liégeoise.

¹² Ken ADLER, *Engineering the Revolution. Arms and Enlightenment in France, 1763-1815*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1997.

¹³ « Manufacture », dans *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, t. 10, Neuchâtel, Samuel Faulche et compagnie, 1765, p. 60-62.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Georges HANSOTTE, « Une ère de prospérité économique », dans Hervé HASQUIN (dir.), *La Belgique française, 1792-1815*, Bruxelles, Crédit communal, 1993, p. 199-200.